



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Coronavirus

Les horlogers suisses se relèvent grâce à la Chine et aux États-Unis

Grâce aux exportations vers la Chine et à la reprise aux États-Unis, l'horlogerie... • (Page 08)

Tourisme

La clientèle «locale» sauve la saison en Europe

Les voyageurs «locaux» ont profité de l'Europe cet été. Les destinations ensoleillées ont été très prisées... • (Page 8)



Financement du secteur agricole

• (Page 03)

COFINA TOGO ET MIFA S'ENGAGENT



Secteur de l'immobilier au Togo

• (Page 04)

Le FORTIM pour un achat sécurisé de terrain

CEDEAO • (Page 02)

Bientôt une mission en Guinée

Les Chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), ont suspendu la Guinée de leur...

Entrepreneuriat

Le 3ème Salon FERIN consacré à l'innovation

La troisième édition du Salon de Facilitation des Échanges et Revalorisation des Investissements (Salon FERIN)... • (Page 04)

Aménagement de pôles urbains

La Commission de l'UEMOA appuie le Burkina Faso

Après la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo, le Burkina Faso bénéficie de la mission d'appui conseil initiée par la... • (Page 06)

Saison culturelle

L'IFT annonce un grand concert d'ouverture

L'Institut Français du Togo (IFT) annonce grand concert d'ouverture de la... • (Page 11)

Cours des devises offert par



Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	555,000	5,060	762,750	608,250	439,500	85,500	150,500
Vente	655,957	562,000	5,120	769,750	614,250	446,500	87,000	153,500

CEDEAO

Bientôt une mission en Guinée

Les Chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), ont suspendu la Guinée de leur instance suite au renversement du président Alpha Condé le 5 septembre 2021. Ceci, en attendant l'envoi d'une mission diplomatique

• Eyram AKAKPO

Réunis en sommet extraordinaire virtuel le 8 septembre 2021, les chefs d'Etat de la CEDEAO ont suspendu la Guinée de l'organisation régionale mais se sont gardés les mesures économiques en attendant l'envoi d'une mission diplomatique. La CEDEAO « a décidé de suspendre la Guinée de toutes ses instances de décision, et demande que ces décisions soient endossées par l'Union africaine et les Nations unies », a indiqué le ministre burkinabè des affaires étrangères, Alpha Barry, qui a pris part au sommet par visioconférence. A l'ouverture du sommet, le président ghanéen Nana Akufo-Addo a qualifié ce putsch de « violation claire » de la charte de bonne gouvernance de la CEDEAO et d'« un incident malheureux et regrettable. » Les chefs d'Etat ont par ailleurs exigé le respect de l'intégrité physique du président déchu et sa libération immédiate ainsi que celle de toutes les personnes interpellées. Pour rappel, le 5 septembre dernier, les militaires ont pris le pouvoir en Guinée met-



tant fin au règne controversé du président Alpha Condé. « Nous avons décidé, après avoir pris le président, qui est actuellement avec nous [...], de dissoudre la Constitution en vigueur, de dissoudre les institutions ; nous avons aussi décidé de dissoudre le gouvernement et de fermer les frontières terrestres et aériennes », avait déclaré M. Doumbouya, après son coup d'état réussi. La Guinée située en Afrique de l'ouest présente de très nombreux atouts naturels : une façade maritime longue de plus 300 km, un important potentiel hydrologique (« château d'eau » d'Afrique) et agricole, des frontières partagées avec 6 pays et un sous-sol très riche en minerais (bauxite : 1ère réserves mondiales avec 25% du stock et 2ème producteur mondial après

l'Australie), 3 Mds T de réserves de fer, 700 T d'or et 30 à 40 M T de carats de réserves prouvées de diamants. Toutefois, son économie demeure relativement peu diversifiée et structurellement vulnérable aux chocs exogènes, notamment sur les matières premières : (la contribution du secteur agricole au PIB est relativement modeste (23% en moyenne) alors que ce secteur emploie près de 52% de la population active ; le secteur secondaire (35% du PIB) est principalement dominé par les activités minières qui, avec la bauxite, l'or et le diamant, représentent en moyenne 85% des exportations du pays ; l'énergie est également un secteur stratégique, tant pour les investissements en cours que pour ses effets d'entraînement sur les autres activités.



AUX DECIDEURS... Afrique, FMI, réaffecter les DTS

Le Fonds monétaire international (FMI) a injecté 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) dans l'économie mondiale. Elle les a répartis entre ses États membres, qui pourront alors décider eux-mêmes de la manière dont ils souhaitent utiliser leurs DTS.

Cette injection, qui a lieu le 23 août 2021, représente plus du double du nombre total de droits de tirage spéciaux que le FMI n'a jamais émis et équivaut à environ 5 % du total des réserves mondiales.

Le FMI a réparti les DTS entre ses États membres en fonction de leurs quotas, qui sont déterminés par la taille de l'économie d'un pays et son rôle dans l'économie mondiale. Par conséquent, environ 60% de ces fonds sont allés aux pays riches qui n'en ont pas besoin.

Les pays africains ont reçu 33,6 milliards de dollars, la part du lion revenant aux cinq plus grandes économies du continent – Afrique du Sud, Nigéria, Algérie, Maroc et Égypte.

Le FMI et de nombreux pays reconnaissent que cette répartition de la nouvelle ressource est à la fois inéquitable et inefficace. Ils parlent de créer un mécanisme pour réaffecter une partie des fonds (un montant de 100 milliards de dollars est mentionné) vers les pays en développement. Si elle est effectuée efficacement, la réaffectation pourrait aider les pays africains à faire face au COVID-19, au changement climatique et à leurs nombreux autres défis économiques et sociaux.

C'est aussi l'occasion pour les pays africains de commencer à réformer leurs relations avec le FMI. Mais cela les obligera à prendre l'initiative de s'assurer que le mécanisme de réallocation réponde pleinement aux besoins africains et est responsable envers les Africains.

La récente émission de droits de tirage spéciaux est l'occasion pour le FMI de regagner une partie de son influence perdue dans la gouvernance économique mondiale. Il travaille avec ses membres pour créer un mécanisme par lequel les pays riches peuvent réaffecter une partie substantielle de leurs droits de tirage spéciaux pour aider les pays les plus pauvres.

Jusqu'à présent, ces discussions se sont concentrées sur un fonds fiduciaire du FMI existant, mais controversé, le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance. Le FMI a historiquement utilisé le fonds pour fournir des financements concessionnels aux pays à faible revenu en échange de l'adoption de politiques sévères, notamment en augmentant les impôts et en réduisant les dépenses sociales.

Il est donc également question de créer un nouveau mécanisme, le Resilience and Sustainability Trust. Mais cela prendrait du temps et dépendrait de l'issue de négociations complexes et imprévisibles entre les États membres du FMI.

Le temps, cependant, est de l'essence. Ni le FMI ni les pays en développement ne peuvent se permettre d'attendre trop longtemps que les droits de tirage spéciaux réaffectés commencent à circuler et soient utilisés efficacement pour aider ceux qui en ont le plus besoin.

Cela crée une opportunité pour l'Afrique de travailler avec le FMI pour s'assurer que le mécanisme de réallocation réponde le plus possible aux besoins de l'Afrique.

L'Afrique devrait appeler à des réformes qui rendront le Trust pour la réduction de la pauvreté et la croissance plus réactif aux besoins africains et plus responsable envers les Africains. En particulier, le FMI devrait prendre les trois mesures suivantes.

Le FMI devrait suivre l'exemple de toutes les autres institutions financières internationales et rédiger et publier des politiques opérationnelles applicables à l'utilisation de toutes les ressources du FMI, y compris les droits de tirage spéciaux. Cela devient de plus en plus nécessaire alors que le FMI commence à ajouter de nouveaux sujets importants mais complexes tels que le climat, les inégalités et la budgétisation sexospécifique à ses domaines d'intérêt et d'opération.

Le FMI devrait établir un ombudsman indépendant qui peut recevoir et enquêter sur les plaintes des parties prenantes qui prétendent que le FMI n'a pas agi en pleine conformité avec ses propres politiques et procédures et qu'elles ont subi un préjudice en conséquence.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lomé, le 08 Septembre 2021

SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT : COFINA TOGO & MIFA S'ENGAGENT POUR LE FINANCEMENT DU SECTEUR AGRICOLE TOGOLAIS.

Ce mercredi 08 septembre 2021, dans le cadre d'une vision commune pour le développement du secteur agricole au Togo, la Compagnie Financière Africaine (COFINA) & le Mécanisme Incitatif de Financement Agricole (MIFA) représentés respectivement par leurs directeurs généraux M. Charles-Éric MOULOD et M. Aristide AGBOSSOUMONDE ont signé une convention de partenariat pour le Financement des PME (Petites et Moyennes Entreprises) des chaînes de valeur agricole.

Ce partenariat est fondé sur le principe de complémentarité entre les deux organisations : D'une part, l'expertise et l'expérience de COFINA Togo dans l'accompagnement financier des PME ; et d'autre part le leadership et les prérogatives du MIFA pour la promotion et la valorisation du secteur agricole togolais.

Cette synergie COFINA-MIFA vient apporter une réponse efficace au manque de financement dont souffrent les acteurs des chaînes de valeur agricole ; en leur offrant une opportunité d'accès au financement fondée sur le partage de risques. Ainsi, sous l'encadrement du MIFA : les producteurs, les fournisseurs d'intrants et services, les collecteurs, les transformateurs, les exportateurs, les experts du conditionnement et les industriels pourront bénéficier auprès de COFINA Togo de financement allant jusqu'à plusieurs dizaines de millions en Fcfa par acteur selon le plan d'affaire présenté.

Au cours de la cérémonie organisée à cet effet, M. Aristide AGBOSSOUMONDE (DG du MIFA) a réaffirmé : « l'ambition du MIFA d'accroître les financements dans le secteur agricole » et M. Charles-Éric MOULOD (DG de COFINA Togo) a déclaré : « l'ambition de COFINA est de contribuer significativement à faire de nos PME togolaises d'aujourd'hui des multinationales africaines de demain. Ce sont nos futurs champions, voilà pourquoi nous les accompagnons aujourd'hui ».

D'ores déjà des dossiers de financement individuel ou par pool d'une même filière sont prêts à être transmis à COFINA Togo pour enclencher la phase pratique de cette collaboration.

Ladite convention s'inscrit dans la réalisation de l'axe 2 du Plan national de développement PND 2018-2022 lancé par le Président de la République : « Développement industriel dans des secteurs créateurs de valeur ajoutée et significativement tournés vers l'exportation (agrobusiness, manufacture) et la satisfaction de la demande interne ».

A Propos de COFINA Togo S.A

COFINA (Compagnie Financière Africaine) TOGO S.A est la 1ère Institution panafricaine de mésofinance au Togo. 9ème filiale du Groupe fondé en 2014 et présent dans 8 autres pays d'Afrique de l'ouest et Centrale ainsi qu'en France avec un bureau de représentation dédié à la diaspora. Depuis mars 2021, COFINA offre aux PME et entrepreneurs togolais des solutions d'Épargne et Crédit pour développer leur activité. Fidèle à sa vision, COFINA œuvre au quotidien à l'inclusion financière des acteurs économiques exclus du système.

www.cofinatogo.com | www.groupecofina.com |

A Propos du MIFA S.A

Le MIFA est un mécanisme innovant de financement du secteur agricole basé sur le partage de risques. Mécanisme innovant car il part des besoins, de la demande ou du potentiel du marché et organise les chaînes de valeur nécessaires à la satisfaction de ces besoins. Pour assurer le maximum de financement au secteur agricole, le MIFA change également les règles du jeu. Le MIFA a une intervention globale en identifiant tous les acteurs de la chaîne de valeur ainsi que les difficultés qui empêchent le secteur financier d'octroyer des prêts. Ce qui rassure chaque acteur. www.mifa.tg

Contact Presse

- COFINA Togo S.A
Yves-Kevin MORO
Responsable Marketing, Communication & Customer Experience
kevin.moro@cofinacorp.com | +228 22 23 68 68
21, Boulevard du 13 Janvier – Kodjoviakopé, Lomé
- MIFA S.A
Angèle APEDJEGO
Chargée de Communication
a.apedjego@mifa.tg | +228 22 21 51 80
Immeuble 2000, Rue Adamanon, - Adéwui, Lomé



Secteur de l'immobilier au Togo

Le FORTIM pour un achat sécurisé de terrain

Faithful and Partners Group a annoncé le mardi 7 septembre 2021 à Lomé la tenue de la première édition du Forum Togolais de l'Immobilier (FORTIM) le 24 septembre prochain en ligne. Les échanges auront lieu autour du thème « acheter un terrain sécurisé et construire sa maison au Togo »

• Bernard AFAWOUBO

Au Togo, malgré les efforts des autorités du pays pour faire taire les litiges fonciers, la population est toujours confrontée à ces différents. C'est pour apporter de l'eau au moulin que Faithful and Partners Group organise en collaboration avec la Fédération Togolaise de l'Immobilier (FTI) la première édition du Forum Togolais de l'Immobilier (FORTIM) le 24 septembre prochain en ligne. Placé sous le thème : « Acheter un terrain sécurisé et construire sa maison au Togo », ce forum se veut une plateforme dédiée à l'information, la formation et la vulgarisation des savoir-faire des professionnels de l'immobilier et les autres métiers connexes au Togo. Selon les organisateurs, les informations permettant aux populations de ne pas être confronté aux problèmes fonciers et immobiliers, ne sont pas disponibles ou sont difficiles d'accès, surtout que les togolais ne sont pas habitués à consulter les professionnels du domaine. Ainsi, ce forum, première du genre a pour objectif d'apporter des informations de qualité sur l'écosystème immobilier qui compte aujourd'hui plusieurs acteurs au togolais. « Aujourd'hui, le nombre d'immeubles qui s'effondrent ne fait que grandir. De même, acheter un terrain et construire une maison, est malheureusement devenu une entreprise très périlleuse



de nos jours au Togo, parce qu'on prend en compte les conseils de son entourage plutôt que ceux des professionnels du domaine. A travers ce Forum, nous voulons créer un pont entre les professionnels du domaine et les populations afin de les éclairer et les rassurer qu'il est possible d'acheter un terrain sécurisé et construire sa maison sans problème au Togo », a expliqué Paul Katabale, Coordonnateur du Forum. Le Forum se déroulera autour de six axes d'interventions entre autres la réglementation du secteur de l'immobilier ; du foncier et les nouvelles dispositions du code foncier ; du foncier et le géomètre au cœur du processus de sécurisation foncière ; du foncier et la gestion des successions dans l'immobilier ; de l'autorisation de construire et la construction d'une maison. Et verra la participation d'une dizaine de professionnels de la chaîne immobilière consti-

tués d'agents immobiliers, de notaires, d'architectes, d'ingénieurs, de géomètres etc. qui seront rassemblés sur un panel pour apporter des informations nécessaires aux participants. « Ces professionnels apporteront chacun dans son domaine une approche plus ou moins globale de solutions aux problèmes immobiliers auxquels les togolais font face de nos jours », a indiqué Paul KATABALE, Coordonnateur du Forum. Les inscriptions sont déjà ouvertes. Tout togolais résidant au pays ou à l'étranger peut s'inscrire gratuitement via ce lien et recevoir les liens de connexion pour participer au Forum. Le Forum togolais de l'immobilier (FORTIM2021) est une plateforme dédiée à l'information, à la formation et surtout à la vulgarisation des savoir-faire des professionnels de l'immobilier et tous les autres métiers connexes au Togo.

Evènement

Report de la conférence internationale sur la RSE

Au Togo, la quatrième édition de la conférence internationale sur les entreprises sociales et la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), initialement prévue pour les 9 et 10 septembre, est reportée aux 16 et 17 septembre prochains.

L'information a été rendue publique par le Centre de Ressources en Entrepreneuriat Social (CeRES) via son compte Twitter. En rappel, la rencontre de haut-niveau, co-organisée par le Ministère chargé du développement à la base et de l'emploi des

jeunes, et l'ambassade des Etats-Unis au Togo, rassemblera un grand nombre d'acteurs et d'experts du domaine de l'entrepreneuriat social et de la responsabilité sociale des entreprises. Universitaires, structures d'accompagnement, haut-fonctionnaires et chefs

d'entreprises, notamment. Par ailleurs, les travaux qui, comme l'an dernier se dérouleront en ligne, seront essentiellement axés sur le rôle de levier que pourrait jouer l'entrepreneuriat social dans le développement économique des collectivités locales.

Avec Togo First

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Entrepreneuriat

Le 3ème Salon FERIN consacré à l'innovation

La troisième édition du Salon de Facilitation des Échanges et Revalorisation des Investissements (Salon FERIN) a été lancée le mardi 7 Septembre 2021 à Lomé par l'Association Terreau Fertile. L'événement de cette année aura lieu les 21 et 22 Octobre à Bluezone Cacaveli et est placé sous le thème : « l'innovation, l'industrialisation : socles d'un développement inclusif et durable »,

• Bernard AFAWOUBO

La crise sanitaire liée à la COVID-19 continue de dicter sa loi, c'est pour cette raison que la troisième édition du Salon de Facilitation des Échanges et Revalorisation des Investissements (Salon FERIN) se déroulera de façon mixte, en présentiel et virtuel. L'information a été portée à la connaissance des professionnelles de médias ce mardi 7 Septembre à Lomé au cours d'une conférence de presse animé par les premières responsables de l'association Terreau fertile. Placée sous le thème : « l'innovation, l'industrialisation : socles d'un développement inclusif et durable », la troisième édition du Salon de Facilitation des Échanges et Revalorisation des Investissements se déroulera les 21 et 22 Octobre prochain. Au cours des rencontres de ce salon, il sera question de promouvoir la facilitation des échanges et d'encourager les investissements. Mettre sur pied un cadre de conversation public-privé pour un partage d'informations, booster et diversifier l'entrepreneuriat au Togo et en Afrique. A en croire Bileyo Donko, présidente de ladite association, l'édition de cette année, tout comme les deux premières se



veut un Salon de Facilitation des Échanges et de Revalorisation des Investissements. « Le Salon FERIN 2021 va être un cadre de réflexions et d'échanges entre différents acteurs impliqués dans le développement de l'Afrique », a-t-elle indiqué. Sont attendus à ce salon, les Institutions d'Etats, les entreprises, les institutions financières, les médias, les entrepreneurs, les startups, les porteurs de projets, les investisseurs, les jeunes diplômés et les étudiants. Plusieurs activités seront au menu de ce salon notamment des conférences, des tables rondes, des formations, des expositions des produits locaux. Aussi ceux qui n'auront pas la chance d'être sur les lieux à cause des restrictions imposées

par la crise sanitaire liée au coronavirus pourront suivre les activités en direct sur la page facebook SALONFERIN et en webinaire zoom. D'une pierre deux coups, le concours de projet dénommé "T-Fertile" qui est un créneau pour primer les jeunes et les moins jeunes startups ou autres porteurs de projets a été également lancé. « C'est une opportunité offerte aux jeunes (18-40 ans) entrepreneurs porteurs de projets, de pouvoir décrocher un financement pour le soutien de leurs activités. Un prix de 2 millions de FCFA sera remporté par le meilleur projet. Ainsi qu'une bourse de 1 million et un dispositif d'accompagnement et de soutien pendant un an », a affirmé Junior Bakeriga, membre du comité d'organisation.

Trade

L'OPEP entend stabiliser le prix du baril de Brent

Depuis 2016, l'OPEP met en œuvre des stratégies de plafonnement de son offre, dans le but de faire correspondre sa production à la demande du marché. Une manœuvre dont le but est de maintenir le baril dans une fourchette de prix qui profite aux producteurs et aux consommateurs.

Mardi, Vagit Alekperov (photo), PDG du producteur russe Lukoil, a laissé entendre dans une interview accordée au journal économique Kommersant que l'OPEP cherche à maintenir le prix du Brent dans la fourchette comprise entre 65 à 75 dollars le baril. Il souligne qu'une telle stabilisation du prix du Brent représente un avantage significatif pour les consommateurs et profitera aussi aux producteurs. Pour Alekperov, une augmentation

des prix du Brent au-delà de cette fourchette jusqu'à 100 dollars n'est pas souhaitable, car, soutient-il, « cela conduirait non seulement à davantage d'investissements dans des projets économiquement moins rentables, mais aussi à l'effondrement du marché ». Pour rappel, entre avril et juillet 2021, le baril de Brent est resté cantonné entre 65 et un peu plus de 75 dollars. Depuis, il a entamé une série de yo-yo à cause des fluctuations de la demande et de

l'évolution de la contamination au coronavirus. Cela a conduit à un plus bas de 64 dollars le 22 août dernier. Selon la plateforme Trading View, le baril du combustible s'est échangé à 72 dollars, tôt ce mardi. Le Brent est avec le WTI, le pétrole de référence sur les marchés. Son prix détermine en partie celui des deux tiers de la production mondiale de brut, indique le site Connaissance des Energies.

Agence Ecofin



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

APPEL DE CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE JEUNES DIPLOMES

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), bras financier de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est une institution financière internationale appartenant aux 15 Etats membres de la CEDEAO que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son siège est à Lomé en République Togolaise.

La BIDC s'est assignée pour mission de contribuer à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'Ouest économiquement forte, industrialisée, prospère et parfaitement intégrée tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités offertes par la mondialisation. Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de jeunes diplômés, la BIDC souhaite recruter des jeunes diplômés des universités et grandes écoles de la sous-région ouest africaine et de la diaspora.

Présentation du programme

Le programme de recrutement de jeunes diplômés vise des jeunes diplômés de haut niveau âgés de moins de trente (30) ans lors du recrutement. Les candidats sélectionnés seront nommés jeunes cadres en formation à la Banque pour un contrat à durée déterminée (CDD) de deux (2) ans. Ils devront passer une période d'essai de six (6) mois pendant laquelle les parties peuvent rompre leur engagement sans préavis, et s'ils donnent satisfaction pendant les deux ans de contrat à durée déterminée (CDD), leurs nominations seront transformées en contrat à durée indéterminée, c'est-à-dire qu'ils deviennent membres du personnel permanent.

Pendant la période de contrat à durée déterminée (CDD), ils seront affectés de manière rotative dans les divers départements de manière à comprendre leur fonctionnement et à intégrer une équipe au sein de laquelle ils apporteront des contributions judicieuses. En outre, ils relèveront de cadres supérieurs et se familiariseront avec les divers départements, politiques et programmes de développement de la Banque.

Conditions d'éligibilité

Peuvent postuler à ce programme, les candidats ressortissants des pays membres de la CEDEAO remplissant les conditions suivantes :

- être âgé de 30 ans au plus lors du recrutement ;
- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures de type bac +5 (MASTER, DESS) ou un diplôme équivalent en adéquation avec les opérations de la Banque, notamment les opérations du secteur privé, les opérations du secteur public, les infrastructures, la gestion des risques, la gestion actif/passif, les finances, l'audit, les conseils juridiques, la communication et le marketing, les services linguistiques, ou dans tout autre domaine d'études pertinent pour les opérations de la Banque;
- être apte à travailler en équipe et sous pression dans un contexte multiculturel ;
- avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse, sens de l'organisation, de planification et de fixation de priorités ;
- disposer d'une bonne maîtrise des techniques de recherche d'informations pertinentes (analyses bancaires, statistiques, suivi des tendances concurrentielles, etc.), en provenance de sources externes, principalement électroniques et autres médias reconnus sur le plan professionnel;
- avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Excel, Word, Access et Power Point) ;
- disposer d'une excellente capacité à communiquer en français et/ou anglais et/ou portugais, et une bonne connaissance d'une des deux autres langues).

Conditions de service

Conformément aux dispositions qui régissent le programme, les jeunes diplômés sont affectés dans des départements pour répondre à des besoins précis et ne sont pas recrutés pour pourvoir des postes vacants. Ils sont toutefois considérés comme des fonctionnaires de la banque pour la durée de leur nomination et jouissent des conditions de services correspondant au grade P1-1 de la grille de classification et de rémunération de la Banque.

Au salaire correspondant à ce grade, viendront s'ajouter des indemnités diverses (ajustement de poste, indemnités de logement et de transport, allocations familiales le cas échéant). En outre, les jeunes diplômés seront affiliés à la caisse de retraite de la Banque et bénéficieront pendant la période de leur nomination de la couverture d'une assurance groupe couvrant les risques suivants : décès et invalidité permanente, totale et définitive, incapacité temporaire de travail, invalidité permanente partielle, maladie, individuelle accidents.

Procédure et critères de recrutement

Les candidats présélectionnés sur dossier seront convoqués pour subir des épreuves écrites et orales au siège de la Banque à Lomé. Les tests et interviews de recrutement devront permettre d'évaluer entre autres :

- les connaissances techniques,
- le potentiel des candidats,
- la personnalité et degré de motivation,
- la maîtrise de l'outil informatique,
- les connaissances linguistiques et aptitudes rédactionnelles dans deux (2) au moins des trois (3) langues de travail de la Banque.

Composition du dossier de candidature

Les candidats intéressés et remplissant les conditions ci-dessus sont invités à envoyer à la Banque leur dossier de candidature comportant les documents ci-après :

- un curriculum vitae détaillé,
- les copies des diplômes,
- une copie de la carte d'identité ou du passeport,
- une copie d'acte de naissance.
- une lettre de motivation donnant les raisons de la demande de participation au programme, le ou les domaines techniques d'intérêt avec les raisons, les expériences pertinentes et les perspectives de carrière.

Les candidats intéressés doivent soumettre, au plus tard le **29 octobre 2021**, leurs dossiers de candidature en version papier dans une enveloppe scellée portant la mention « **Programme de recrutement de jeunes professionnels – 2022** » et adressée à :

BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO (BIDC)

128, Boulevard du 13 janvier, B.P. 2704, Lomé – Togo.

Tél : +228 22 21 68 64

N.B. : Seuls les candidats présélectionnés seront invités à un entretien. La BIDC se réserve le droit de retirer les postes vacants notifiés ou d'offrir un poste à un grade inférieur.

Aménagement de pôles urbains

La Commission de l'UEMOA appuie le Burkina Faso

Après la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo, le Burkina Faso bénéficie de la mission d'appui conseil initiée par la Commission de l'UEMOA.

L'atelier national de lancement de cette mission d'appui conseil a été présidé par le Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville, Me Bénwéné Stanislas SANKARA, en présence de Moussa BELEM, 1er adjoint au Maire de la Commune de Ouagadougou et Mme Mame Marie Bernard CAMARA-MONTEIRO assurant l'intérim du Directeur de l'aménagement du territoire communautaire de la Commission de l'UEMOA. Cet appui-conseil portera essentiellement sur les opérations d'aménagement urbain dans le Pôle Urbain de Bassinko situé à 15 km de Ouagadougou. L'appui conseil a pour objectif d'assurer un impact rapide, en matière d'ingénierie financière, de conseil ju-



ridique, de conception et de gestion de projet et d'appui institutionnel. « L'espoir est permis avec l'accompagnement de la mission d'appui conseil qui, durant 18 mois s'attèlera à nous proposer un dispositif pertinent de solutions » dira le Ministre SANKARA. Les résultats des travaux du Consultant recruté, à savoir le grou-

pement KERE AVOCAT/ AGENCE PERSPECTIVE/ LUMEN CONSULTING, seront présentés en décembre 2022. Les travaux de l'atelier national de lancement de la mission d'appui conseil aux opérations d'aménagement du pôle urbain de Bassinko prennent fin ce vendredi 10 septembre 2021.

Avec uemoa.int

Communication

BCW renforce son réseau en Afrique francophone

BCW Africa, agence de communication africaine de premier plan et bureau régional du réseau mondial de BCW, annonce aujourd'hui qu'Opinion & Public, basée en Côte d'Ivoire, est devenue un partenaire à part entière de la marque BCW : Opinion & Public BCW. Acteur clé en Afrique de l'Ouest francophone, Opinion & Public BCW est également actif en Guinée et au Bénin.



● Scott Wilson, président de BCW Europe & Afrique

Scott Wilson, président de BCW Europe & Afrique, a déclaré : « Depuis plus de 30 ans, le partenariat est à la base de notre stratégie africaine. La force de notre réseau continue de croître pendant que nous développons des relations à long terme de manière structurée, ce qui nous permet d'offrir les meilleurs services à nos clients. Nos partenaires de marque bénéficient des avantages de l'appartenance à un réseau mondial, notamment un meilleur accès à l'expertise, aux formations, aux méthodologies exclusives de BCW et aux meilleures pratiques mondiales, entre autres. Nous sommes ravis qu'Opinion & Public BCW soit devenu notre tout nouveau partenaire

de marque. » « En tant que partenaire de marque à part entière, Opinion & Public BCW améliorera son offre en donnant à ses clients et partenaires, l'accès à des services de communication intégrée et d'affaires publiques de classe mondiale, permettant de nous équiper encore mieux pour faire bouger les personnes pour le compte de nos clients. Nous sommes d'autant plus heureux de nous voir confier la responsabilité de 3 marchés francophones à fort potentiel économique et humain, dont nous sommes certains qu'ils nous permettront de croître régulièrement dans le contexte de la reprise post-pandémie de nos économies », a confirmé Kwame Senou, Directeur Général d'Opinion & Public BCW. Le réseau BCW Africa, dont

le siège est à Johannesburg, couvre 54 pays et est reconnu localement et mondialement comme le premier réseau de communication du continent. Il s'appuie sur les connaissances locales, la perspicacité et la connectivité de ses partenaires dans les pays pour offrir aux clients de BCW un soutien en matière de communication spécifique au marché et axé sur la stratégie. « Le fait qu'Opinion & Public BCW rejoigne les rangs de nos partenaires de marque renforce la position de BCW dans la région et à travers l'Afrique, un marché de consommation en pleine croissance avec un énorme potentiel pour nos clients », a conclu M. Wilson.

Avec financialafrik.com

Intelligence artificielle

L'île Maurice montre le chemin en Afrique subsaharienne

Etudes, rapports, conférences, et séminaires se multiplient pour montrer comment l'intelligence artificielle peut aider les pays à accélérer leur développement. Selon PwC par exemple, l'IA pourrait apporter 15 000 milliards de dollars à l'économie mondiale d'ici 2030. Toutefois, aujourd'hui, l'exploitation du potentiel qu'offre cette technologie n'est effective que dans très peu de pays. Du manque de compétences aux problèmes de connectivité, tous les défis cités dans le contexte africain peuvent être relevés si les gouvernements commencent par définir un plan clair pour y arriver. En Afrique subsaharienne, l'île Maurice montre l'exemple.

Dans son rapport Government AI Readiness Index 2020, Oxford Insights classe l'île Maurice première nation d'Afrique subsaharienne (sur 41 pays) en matière d'intelligence artificielle. Sur le plan mondial, elle occupe la 45e place (sur un total de 172 pays). La première raison citée par les auteurs de ce classement est que Maurice est à ce jour le seul pays de la région à avoir publié une stratégie d'IA. Ladite stratégie (datant de 2018) met notamment l'accent sur comment l'IA peut soutenir l'économie océanique, qui représente plus de 10% du PIB mauricien. L'Etat veut ainsi investir dans l'Internet maritime des objets, mais aussi la biotechnologie bleue, le développement de ports intelligents et d'autres domaines de ce genre. En outre, Maurice veut se servir de l'IA pour transformer les services publics. Pour encourager la collaboration entre le monde universitaire et le secteur privé en matière de R&D, le Conseil mauricien de la recherche et de l'innovation gère un programme qui offre des subventions aux PME pour qu'elles collaborent avec les institutions universitaires et de recherche locales. Pour ce qui est du développement des compétences numériques au sein de la main-d'œuvre, le Human Resources Development Council (HRDC) gère un programme de soutien au développement des compétences en IA, qui aide une série de groupes différents, des étudiants aux professionnels, en leur présentant les principes fondamentaux de l'IA. La stratégie a renforcé la politique consistant à accorder une exonération fiscale de 8 ans aux entreprises



impliquées dans des activités axées sur l'innovation pour les actifs de propriété intellectuelle développés à Maurice. Elle a également établi un conseil qui guide le gouvernement sur le soutien de l'écosystème IA. « L'approche mauricienne de l'IA est fantastique [...] Ils ont une stratégie claire quant à ce qu'ils veulent réaliser. Ils associent également le secteur privé et le monde universitaire à leurs efforts. Ils ont un conseil où siègent tous ces secteurs. Ils investissent dans les compétences et réfléchissent à la manière dont elles peuvent être transférées dans l'industrie. C'est incroyable et c'est le livre de jeu parfait », a déclaré Richard Stirling, PDG d'Oxford Insights. Il faut noter que ces plans loués un peu partout dans le monde sont soutenus par une autre stratégie, celle dénommée Digital Mauritius 2030, qui vise à renforcer la position du pays en tant que leader régional en matière de TIC. Cette dernière se concentre sur le gouvernement numérique, la cybersécurité et la protection des données, autant de domaines favorables au développement de l'IA.

Premiers résultats

Il est encore trop tôt pour éva-

luer l'impact de la stratégie IA de Maurice, car c'est un plan à long terme et la crise sanitaire a ralenti son exécution. Toutefois, on assiste déjà à un afflux d'entreprises mondiales de nouvelles technologies dans le pays. C'est le cas par exemple de NeuroMem Technologies, une société dont le PDG Pierre Brunswick a déclaré vouloir aider le pays à « améliorer son écosystème d'IA en attirant les bons acteurs et talents internationaux pour éduquer, former et aider les entrepreneurs mauriciens ». Début 2021, l'entreprise Windward, qui utilise l'IA pour transformer le commerce maritime mondial, a conclu un partenariat pluriannuel avec The Mauritius Commercial Bank, la plus ancienne et la plus importante institution bancaire de l'île Maurice. Aujourd'hui, Maurice est un des meilleurs hubs de startup en Afrique et, pour l'île, l'avenir est plein de promesses. En raison des progrès réalisés en peu de temps, elle a accueilli en septembre 2020 le World AI Show. Ce grand événement a vu la participation et l'intervention de plusieurs personnalités du monde des technologies et en provenance de plusieurs pays du monde.

Avec Agence Ecofin

Afrique du Sud

L'économie a progressé de 19,3% au deuxième trimestre 2021

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique du Sud a augmenté de 19,3% sur une base annuelle non ajustée au deuxième trimestre 2021, selon les données publiées ce mardi 7 septembre par Statistics SA, le service national des statistiques.

Cette forte progression s'explique par la levée progressive des mesures mises en place l'an dernier pour faire face à la propagation du Coronavirus surtout entre mars et juin, aux premières heures de la

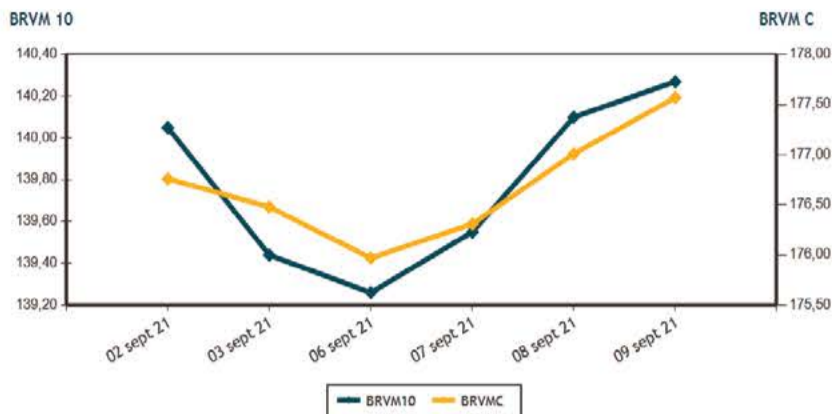
crise sanitaire dans le pays. Passé l'étape des restrictions, l'activité économique renoue progressivement avec ses habitudes. En variation trimestrielle, cette progression se chiffre à 1,2% au deuxième trimestre 2021, après

une hausse révisée de 1% du PIB au premier trimestre de l'année. En rappel, les prévisions de la Banque mondiale font état d'une croissance de 3,5% en 2020 et de 2,1% en 2022.

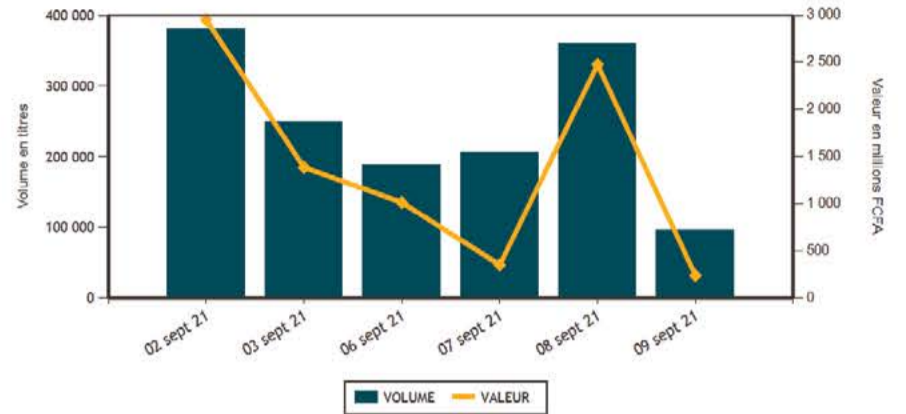
Avec financialafrik.com

BRVM 10	140,27	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 174 jeudi 9 septembre 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	177,57
Variation Jour	↑ 0,12 %		Variation Jour	↑ 0,32 %
Variation annuelle	↑ 7,17 %		Variation annuelle	↑ 22,15 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 343 840 011 496	0,31 %
Volume échangé (Actions & Droits)	95 158	-61,82 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	219 566 428	-83,99 %
Nombre de titres transigés	40	-4,76 %
Nombre de titres en hausse	18	12,50 %
Nombre de titres en baisse	14	-12,50 %
Nombre de titres inchangés	8	-20,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 096 654 872 851	-0,04 %
Volume échangé	2 007	-98,18 %
Valeur transigée (FCFA)	20 266 415	-98,17 %
Nombre de titres transigés	6	200,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	3	200,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	6 205	7,45 %	3,42 %
SODE CI (SDCC)	4 500	7,14 %	50,50 %
SITAB CI (STBC)	3 690	4,24 %	596,23 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	870	4,19 %	45,00 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 115	3,83 %	41,91 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	4 120	-7,42 %	234,96 %
BICI CI (BICC)	6 100	-6,08 %	-8,68 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 350	-3,23 %	8,87 %
BOLLORE (SDSC)	2 230	-3,04 %	43,87 %
BERNABE CI (BNBC)	1 605	-2,73 %	167,50 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	83,27	0,62 %	129,71 %	30 564	55 113 140	20,20
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	445,64	0,04 %	8,57 %	8 656	54 451 815	8,01
BRVM - FINANCES	15	66,09	0,70 %	10,17 %	27 517	76 471 618	14,03
BRVM - TRANSPORT	2	540,98	-3,00 %	42,86 %	632	1 409 360	9,02
BRVM - AGRICULTURE	5	191,02	-0,39 %	120,73 %	1 890	5 453 695	12,47
BRVM - DISTRIBUTION	7	329,53	0,59 %	45,53 %	25 899	26 666 800	19,77
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	802,02	0,00 %	132,14 %	0	0	3,76
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,67	
Taux de rendement moyen du marché	6,65	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,85	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	249 335,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 440 836 276,41	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,04	
Ratio moyen de satisfaction	21,63	
Ratio moyen de tendance	2 076,17	
Ratio moyen de couverture	4,82	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	2,87	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Coronavirus

Les horlogers suisses se relèvent grâce à la Chine et aux États-Unis

Grâce aux exportations vers la Chine et à la reprise aux États-Unis, l'horlogerie suisse retrouve des couleurs. Même si cette embellie concerne surtout le grand luxe.

L'heure de la reprise a sonné pour les horlogers suisses! Cette semaine, 25 marques se sont réunies à Genève, pour la seconde édition des Geneva Watch Days, qui leur a permis de venir présenter en personne les nouveaux modèles qui arriveront dans les présentoirs des boutiques de luxe pour les fêtes de fin d'année. «Tout n'est pas résolu, le Covid est toujours là. Mais le sentiment est plutôt positif», estime Antoine Pin, le directeur de la division montres du joaillier italien Bulgari, une des marques à l'origine de cet événement. «Il y a un sentiment de reprise», même si les horlogers restent «attentifs» à la façon dont elle évolue, compte tenu du choc de la crise sanitaire l'an passé.

«Un effet de rattrapage»

«Les achats repartent aux États-Unis, il y a une très forte demande», souligne Antoine Pin, évoquant «un effet de rattrapage» alors que les consommateurs veulent «se faire plaisir» après avoir taillé dans leurs dépenses pendant des mois de confinement. Avec les fermetures des boutiques et l'effondrement du tourisme, les exportations horlogères suisses avaient dégringolé l'an passé. Après une chute historique de 81,3% en avril 2020, suivie par un deuxième mois de forte baisse en mai, elles avaient ensuite péniblement remonté la pente au cours des mois suivants, terminant l'année sur une contraction de 21,8% par rapport à l'année précédente.

Dans le rouge

Seules les exportations de montres vers la Chine avaient surnagé, affichant une hausse



de 20%, alors qu'une partie des achats qui s'effectuaient lors de déplacements touristiques avant la pandémie se sont reportés sur les boutiques locales. Tous les autres grands marchés pour les horlogers suisses avaient plongé dans le rouge. Mais depuis début 2021, les exportations ont donc retrouvé des couleurs aux États-Unis, affichant une forte hausse de 26,2% par rapport à leur niveau de 2019 pour la période allant de janvier à fin juillet, tout en continuant à afficher une croissance spectaculaire en Chine, où elles ont bondi de 63,7%. «Nous sommes en train de retrouver les chiffres de 2019», se réjouit Rolf Studer, le codirecteur de la marque suisse Oris. Il constate lui aussi une forte reprise aux États-Unis, où cette marque réalise près de 30% de son chiffre d'affaires. «Les ventes en Chine se portent bien», se félicite-t-il, ce qui permet de compenser une situation «encore difficile» sur d'autres marchés en Asie.

Retour à la normale en 2022 ?

Selon Jean-Daniel Pasche, le président de la Fédération horlogère, la reprise a été un peu plus rapide que prévu. «L'évolution est meilleure

que ce que nous attendions en début d'année», explique-t-il, espérant un retour à la normale pour 2022. Mais «le ciel n'est pas encore entièrement dégagé», précise-t-il. Si les incertitudes concernant la pandémie restent le plus gros défi, les ventes en Europe continuent de pâtir de l'absence des touristes asiatiques. De plus, la reprise concerne pour l'instant surtout le segment des montres de grand luxe, en particulier celles dont la valeur à la sortie d'usine dépasse 3000 francs, mais peine encore à se faire sentir sur les autres segments de prix. «Pour moi, le nuage à l'horizon est ce qui est en train de se passer en Chine», prévient Jon Cox, analyste chez Kepler Cheuvreux, évoquant la campagne de lutte contre l'évasion fiscale, ainsi que les appels du président Xi Jinping, demandant aux plus fortunés de contribuer davantage à la «prospérité commune» avec la promesse d'un «ajustement» des revenus excessifs. Au-delà des craintes qui se profilent pour le marché chinois, il table pour l'heure sur un rebond des exportations horlogères, pour l'ensemble des marchés, à leur niveau de 2019 pour 2021.

(AFP)

Tourisme

La clientèle «locale» sauve la saison en Europe

Les voyageurs «locaux» ont profité de l'Europe cet été. Les destinations ensoleillées ont été très prisées. Une situation qui a apporté «un peu d'oxygène» aux acteurs du tourisme

Les visiteurs d'Asie et d'outre-Atlantique ont manqué à l'appel, mais le tourisme en Europe s'est un peu redressé cet été grâce à la clientèle «locale», avec un bonus pour les destinations ensoleillées. «En juillet et en août, nous avons dépassé les 2 millions de visiteurs, une chose que nous n'avions pas vue depuis 2019», s'est ainsi réjoui Harris Theocharis, ministre du Tourisme grec jusqu'au remaniement fin août. Au cœur du quartier touristique de Plaka à Athènes, Napoléon, propriétaire d'une taverne, a «dépassé de plus de 50%» ses objectifs. Zimi Mistiopoulos, cogérant de l'hôtel Byron, estime cependant être encore en deçà de 2019, avec seulement une dizaine de jours complets contre l'ensemble de la saison, il y a deux ans. Même si les touristes étaient là, ils n'ont pas acheté tant que ça. «Même si les touristes étaient là, ils n'ont pas acheté tant que ça», remarque aussi Dimitris Papachristodoulou, patron de plusieurs boutiques de souvenirs. Il déplore notamment l'absence des Américains et Chinois, «ceux qui consomment le plus». Américains et Chinois n'étaient pas non plus en Italie où Walter Pecoraro, propriétaire de l'hôtel Cosmopolita dans le centre de Rome et président de l'association des hôteliers du Latium, la région autour de la capitale, a «en moyenne trois ou cinq chambres occupées sur les 82 de l'hôtel». «Le tourisme romain, c'est 80% d'étrangers, dont 80% d'Américains et d'Asiatiques», explique-t-il à l'AFP. Selon l'association hôtelière,



• Les îles grecques ont attiré les Européens cet été. AFP

600 hôtels sur 1200 étaient ouverts cet été à Rome, avec un taux d'occupation moyen de 30-35%.

«Un peu d'oxygène»

L'Espagne, deuxième destination touristique mondiale derrière la France en 2019, a accueilli en juillet 4,4 millions de touristes, 78% de plus qu'en 2020, selon son Institut national de statistiques, mais loin des 9,9 millions d'avant pandémie en 2019. La saison estivale a apporté «un peu d'oxygène» aux acteurs du tourisme mais principalement grâce «au marché national», a souligné Carlos Abella, secrétaire général de l'association de professionnels du tourisme Mesa del Turismo, sur la radio Intereconomia. La côte méditerranéenne a été favorisée, notamment en Catalogne où les établissements ont enregistré un taux d'occupation proche de 95% en août. Les Français ont été les plus nombreux (874'000 entrées) devant les Allemands (707'000) et les Britanniques (555'000), qui représentaient auparavant le premier contingent de visiteurs étrangers. Ces derniers ont opté

pour des séjours chez eux, effrayés par les changements constants de restrictions sur les voyages à l'étranger et par le coût des tests Covid à faire, selon la fédération britannique des agents de voyages ABTA. Ceux qui ont malgré tout décidé de partir ont opté essentiellement pour les îles espagnoles et la Grèce, comme les Français qui étaient notamment plus de 450'000 en Grèce.

Les Français ont visité la France

Le tourisme hexagonal a lui aussi connu «un bel été» dit à l'AFP Sébastien Manceau, associé expert du tourisme au sein du cabinet Roland Berger. Et c'est surtout grâce aux Français: sur les 37 millions partis en vacances cet été, 85% sont restés au pays, selon Jean-Baptiste Lemoyne, le secrétaire d'État chargé du tourisme. «Comme il y a eu une météo capricieuse, des régions ont souffert comme la Bretagne et la Normandie», au profit du sud de la France, selon Sébastien Manceau.

(AFP)

Irlande du Nord

Londres veut prolonger la période de grâce sur les contrôles douaniers

Londres espère toujours renégocier l'accord avec l'UE connu sous le nom de protocole nord-irlandais, mais se heurte toujours au refus de l'Union européenne.

Le Royaume-Uni a annoncé lundi qu'il prévoyait de prolonger la période de grâce pour la mise en œuvre de contrôle sur les marchandises voyageant vers l'Irlande du Nord, au moment où il tente de renégocier en profondeur les dispositions douanières post-Brexit avec l'Union européenne. Londres veut renégocier l'accord avec l'UE connu sous le nom de protocole nord-irlandais, effectif depuis le début d'année, mais se heurte toujours au

refus de l'Union européenne. Ces règles douanières maintiennent de fait la province britannique d'Irlande du Nord dans le marché unique et l'union douanière européens pour les marchandises, en prévoyant des contrôles sur les biens arrivant en Irlande du Nord depuis la Grande-Bretagne, séparée par la mer. Mais cela perturbe les approvisionnements du territoire et sème la colère dans la communauté unioniste attachée au maintien au sein du Royaume-Uni. Dans

une déclaration lundi, le ministre du Brexit David Frost a déclaré que le gouvernement britannique va «continuer à maintenir le protocole sur sa base actuelle. Cela inclut les périodes de grâce et les souplesses actuellement en vigueur».

Éviter une frontière

Il a ajouté que les discussions techniques avec l'UE continueraient afin de «déterminer si un processus constructif peut être établi» pour discuter et résoudre les

problèmes que le Royaume-Uni entretient avec l'accord. La Commission européenne a pour sa part répondu que le Royaume-Uni est légalement tenu de remplir ses obligations, tout en précisant que l'UE n'avait pour l'heure pas l'intention d'engager une nouvelle procédure d'infraction. Les autorités britanniques avaient annoncé en juillet un report jusqu'au 1er octobre de certains contrôles douaniers pour les marchandises arrivant en Irlande du Nord en provenance du reste de la Grande-Bretagne.

Londres demande que les biens britanniques destinés à la province et non au marché européen puissent y accéder «presque» sans contrôles douaniers. Il souhaite aussi que ses normes, et non seulement celles de l'UE, y soient acceptées afin que les marchandises circulent sans entrave. L'UE a toujours rejeté de telles mesures, y voyant un danger pour l'intégrité de son propre marché faute de frontière physique et de contrôle entre l'Irlande du Nord et l'Irlande, au sud. L'objectif du protocole est

justement d'éviter une telle frontière, qui pourrait compromettre la paix obtenue en 1998 après trois décennies de conflit entre unionistes, surtout protestants, et républicains en majorité catholiques (3500 morts). La demande des autorités britanniques passe mal auprès des Européens, qui se sont dit durant l'été disposés à poursuivre le dialogue et à «trouver des solutions innovantes» avec Londres «dans le cadre du protocole».

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantrade.com/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com

HOROSCOPE finance

Bélier Uranus en aspect dysharmonique pourra soit provoquer des situations inattendues qui vont déstabiliser vos plans en matière de finances, soit vous pousser à prendre des initiatives impulsives et malheureuses dans ce domaine. Attention, donc !

Taureau Pour les natifs du deuxième décan, leur sens des affaires, des transactions financières semblera quelque peu émoussé. Si vous êtes de ceux-là, ne forcez point votre talent, attendez quelques jours pour retrouver tout votre bagou.

Gémeaux Saturne en aspect dysharmonique ne sera guère favorable à la prospérité. Limitez au maximum les risques financiers, en maîtrisant vos envies d'achat et en refusant les opérations trop risquées.

Cancer Mars vous rendra exagérément optimiste et vous incitera à sous-estimer les difficultés financières. Alors, efforcez-vous, même devant des propositions alléchantes, de garder la tête froide et d'examiner à fond le problème, sinon vous risquez des pertes.

Lion Cette position de Pluton signifie que nombre d'entre vous risquent d'avoir à faire face aux conséquences d'actes passés. Si vous avez été raisonnable en matière d'argent et prévoyant, tout ira bien. Mais si vous avez joué les cigales, contracté trop d'emprunts ou "oublié" de rembourser des dettes, cette fois, le Ciel va vous rattraper !

Vierge Vous devrez vous montrer d'une vigilance rigoureuse dans le domaine financier. Vous serez enclin à dépenser un peu trop. Faites preuve de volonté pour ne pas céder aux tentations. Ne rêvez pas : la chance ne sera pas dans votre camp aujourd'hui pour combler les trous ; ne jouez pas gros aux jeux de hasard, car vous perdrez sûrement votre mise.

Balance Sur le plan financier, efforcez-vous de gérer votre budget avec le maximum de rigueur. Si vous dépensez sans compter à la moindre rentrée d'argent, vous finirez par avoir de sérieux problèmes.

Scorpion Beaucoup de choses devraient commencer aujourd'hui à se stabiliser. Quittez les sentiers de la routine et voyez grand. Mais n'hypothéquez pas l'avenir en vous lançant dans des dépenses inutiles.

Sagittaire Cette journée vous fournira l'occasion de faire des gains importants sur lesquels vous devrez sauter à pieds joints. Mais la difficulté majeure résidera moins dans un manque à gagner que dans un risque de dépenses excessives.

Capricorne Vous serez chanceux grâce au bon influx de Pluton. Les transactions financières que vous effectuerez, particulièrement celles qui engagent des étrangers ou des compagnies étrangères, seront couronnées de succès. Un voyage d'affaires se révélera très lucratif, ou un voyage d'agrément vous apportera des bénéfices inattendus.

Verseau Le Ciel vous sera cette fois plutôt favorable côté argent. C'est pourquoi vous aurez sans doute l'opportunité d'améliorer votre pouvoir d'achat. Vous devrez toutefois veiller à ne pas prendre des risques exagérés. Certes, votre situation est stable ; mais si vous vous lancez dans des acquisitions trop grandioses, vous aller finir par tout déséquilibrer.

Poissons Vu cette configuration astrale, vous serez bien inspiré de limiter au maximum les transactions financières importantes. Méfiez-vous des opérations boursières hasardeuses. Modérez votre goût du risque.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



COMMISSION DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE
Projet d'Assistance Technique du Don IDA pour le Financement du Logement
Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA)

Don IDA N°D236-3W

Appel à manifestation d'intérêt pour la constitution d'une base de données de consultants Experts suivant les domaines d'activités du Projet d'Assistance Technique pour le Financement du Logement Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA)

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA), a reçu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un Don au profit du Projet d'Assistance Technique pour le Financement du Logement Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA).

Dans le cadre de son appui pour la réalisation de ses activités, le PFLA souhaite constituer un répertoire des experts dans plusieurs de ses domaines d'interventions pour des missions en rapport avec ses activités ou ses sous-composantes

Les Experts qui seront retenus, après évaluation de leurs dossiers, fourniront leurs prestations à titre de consultants individuels dans le cadre d'une activité planifiée par le projet, se référant aux différents domaines d'activités en lien avec le projet urbain, et ce, aux conditions du PFLA à travers le contrat relatif aux services d'un prestataire individuel.

L'objectif de ce processus est de constituer une base de données des experts/consultants qualifiés dans les différents domaines ingénierie, architecture, urbanisme, paysage, géographie afin de pouvoir les mobiliser rapidement, pour des missions ponctuelles, sur une ou plusieurs activités à venir du projet pour la période 2021- jusqu'à la fin du projet PFLA UEMOA.

Pour une mission spécifique, dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le projet enverra une lettre d'invitation et des termes de référence au minimum à trois (3) Consultants individuels selon le besoin, identifiés dans la base de données pour que ces derniers puissent leur soumettre à nouveau leurs CV actualisés et au besoin une proposition technique et financière.

Les termes de référence, envoyés avec la lettre d'invitation fourniront les informations nécessaires quant à : la description et l'objectif de l'activité concernée ; la prestation et les livrables attendus ; la durée et le calendrier de la mission ; le lieu d'exécution, le profil recherché

L'appel à manifestation d'intérêt s'adresse aux consultants individuels et la participation est ouverte à toutes les personnes ayant des compétences requises. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine rappelle que les consultants Experts qui travaillent déjà avec elle, qu'ils ne sont pas exemptés de cette formalité et qu'ils devront produire les mêmes dossiers.

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé au bureau de l'assistante du Projet à la porte 130 au 1er étage au complexe Administratif Ouaga 2000 de la Commission de l'UEMOA du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 13 H 30 mn à 16 H 30 mn **du 19 août au 10 septembre 2021** A portant la mention « Manifestation d'intérêt pour inscription dans le répertoire des prestataires intellectuelles du « Projet d'Assistance Technique du Don IDA pour le Financement du Logement Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA) » Ou par emails aux adresses suivantes : sesawadogo@uemoa.int; pmseck@uemoa.int; aktworou@uemoa.int.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Commission ne peut être tenue responsable de la non réception de l'offre transmise par le soumissionnaire.

Nationalité

Les candidats doivent être ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Zone d'intervention

Benin
 Burkina Faso
 Côte d'Ivoire
 Guinée- Bissau
 Mali
 Niger
 Sénégal
 Togo

NB : Chaque candidat devra préciser la ou les zones d'interventions qu'il souhaite postuler.

Domaine de compétences recherchées

- Architecture
- Urbanismes
- Aménagement du territoire
- Gestion foncière
- Ponts et chaussée
- Et toutes autres compétence en relation avec le logement abordable

QUALIFICATION

Formation	➤ Etre titulaire d'un diplôme en Urbanisme, en Aménagement du Territoire, en géographie ou tout diplôme approprié en relation avec le domaine de logement, de l'habitat et du cadre de vie
Expérience	➤ Avoir au minimum 02 années d'expérience professionnelle dans le domaine de l'urbanisme opérationnel/ habitat avec une bonne connaissance des outils de techniques de gestion des projets ; ➤ Avoir 02 années minimum d'expérience spécifique en agence d'architecture ou d'urbanisme, en opération d'aménagement ou d'urbanisme auprès des collectivités territoriales, des services d'urbanisme en charge du logement, de l'habitat, du cadre de vie.
Compétence	➤ Faire preuve d'une capacité de synthèse pour la rédaction de notes techniques ; ➤ Avoir des aptitudes à communiquer, à conduire des réunions et à animer des ateliers et séminaires de formation. Etre capable de travailler sous pression. ➤ Maitrise les outils de planification de Projet de type MSPProject... ➤ Pratique des outils de microsoft de traitement de texte :word, Excel... et de traitement d'image et de dessin : illustrator, photoshop,indesign ... seraient un atout
Langues requises	➤ Avoir une connaissance parfaite du français (oral et écrit), et des connaissances de base en anglais ou en portugais.

Documents Constitutifs de l'offre :

Les candidat(e)s devront soumettre une offre qui comprendra les documents suivants :

Documents	Description
Lettre de motivation	Une lettre de motivation décrivant pourquoi vous pensez être le meilleur candidat par rapport à ces missions décrites ci-dessous
Curriculum	Votre curriculum à nous transmettre en y incluant surtout votre expérience des missions similaires et indiquant au moins trois (3) personnes de références.
Attestation de services rendu	- Joindre les attestations/certificats des expériences similaires à cette mission - Fournir un tableau reprenant les noms des projets/activités, durée de la mission, domaine d'intervention, nom du client
Diplômes	Transmettre une (les) copies du (des) vos diplômes et autres certificats des formations.

Evaluation

Critères	Points
Diplômes requis	40
Expériences avérées	50
Langue française parlée et Connaissance de zone d'intervention	10

Seront jugés qualifiés, les dossiers qui obtiendront au moins 70% de la note maximale de 100 points ;

Le/la Consultant (e) avec une note d'au moins 70% seront enregistrés dans la base des données du PFLA par domaine d'activité.

NB : Cet avis a manifestation d'intérêt est une relance

Papa Madiaw SECK

Jeux paralympiques de Tokyo**Une seule athlète a représenté le Togo**

La délégation togolaise ayant participé aux jeux paralympiques de Tokyo, est rentrée au bercail le 9 septembre 2021. Elle a été accueillie à l'aéroport de Lomé par le président du Comité national olympique du Togo (CNOT), Akpaki Deladem.

● **Eyram AKAKPO**

Les jeux paralympiques de Tokyo se sont achevés le 5 septembre dernier lors d'une cérémonie de passage de relais entre capitale japonaise et française (Paris). Kabissa Kouméalo, la seule athlète qui a représenté le Togo à cette compétition a saisi l'occasion pour éclairer l'opinion sur le supposé deuxième athlète Aliou Bawa, qui aurait également représenté le Togo dans la capitale Nipponne. « J'étais la seule athlète togolaise à Tokyo. Il n'y avait personne d'autre à part moi. J'étais là avec la délégation composée de quatre personnes en plus de moi » a indiqué Kabissa Kouméalo. Concernant ses performances sur le terrain, l'athlète a fait savoir qu'elle était à sa première participation « à ces jeux paralympiques de haut niveau. J'ai été 14ème dans ma discipline sur 20 athlètes. Ce fut un moment d'apprentissage. J'avais un peu de stress parce qu'il avait tellement de monde. Je suis certes revenu sans médaille, mais j'ai pu améliorer mes performances. Je compte travailler pour mieux me préparer pour les prochaines fois » a-t-elle



confié. L'entraîneur Nabine Gbandji, s'est montré satisfait malgré de la prestation mitigée de son athlète. Par ailleurs, il a affirmé avoir été stupéfait d'apprendre la présence d'un autre athlète dans la délégation togolaise présente à Tokyo. « Je reviens très satisfait parce qu'elle a pu améliorer son niveau. Et nous avons appris. Là-bas, c'est la crème des crèmes, les meilleurs des meilleurs. Parmi 20, si elle a pu atteindre la 14ème place, ça veut dire qu'elle a éliminé 6 concurrents. Son nouveau record est 5,92 or l'ancien était 5,62. Ce n'est pas rien. Elle pourra faire mieux la prochaine fois si elle a plus de moyens. On a été surpris d'apprendre qu'un autre athlète était avec

nous à Tokyo. Ce qui n'est pas vrai. Vous venez de le constater, elle était seule » a-t-il rassuré. En effet, « Le Togo n'ayant pas de qualification, a sollicité des places d'universalité au niveau des sports paralympiques et des Jeux olympiques. Le Togo a sollicité plusieurs places, mais n'a finalement obtenu qu'une seule place au résultat final. C'est ce qui explique le fait que le Togo se retrouve avec une seule athlète. Kouméalo Kabissa est celle qui a occupé cette place à Tokyo. La fausse alerte nous a secoué là-bas et eu des répercussions sur notre athlète qui recevait des messages sur la question » a expliqué le chef de mission de la délégation togolaise, Wini Tchagbé.

Saison culturelle**L'IFT annonce un grand concert d'ouverture**

L'Institut Français du Togo (IFT) annonce grand concert d'ouverture de la nouvelle saison culturelle de l'IFT pour le samedi 18 septembre prochain avec les artistes Foganne A. & KESSI.



● **Nicole ESSO**

Ce jeudi 9 septembre 2021, l'Institut Français du Togo a organisé un point de presse pour présenter son agenda culturel septembre-octobre 2021 aux journalistes togolais. C'est la médiathèque de l'IFT qui a prêté son magnifique cadre à cette rencontre. Pour Alain Laëron, directeur délégué de l'IFT, il était important de rappeler l'engagement de la coopération française à continuer par travailler aux côtés des acteurs culturels togolais malgré la crise sanitaire. C'était également l'occasion d'annoncer à la presse le grand concert d'ouverture de la nouvelle saison culturelle de l'IFT le samedi 18

septembre prochain avec Foganne A. & KESSI Officiel (habillés par Woodin Fashion Togo) unanimement reconnus pour leurs techniques vocales et leurs timbres exceptionnels. Les deux finalistes de la saison 3 de The Voice Afrique Francophone rendront hommage aux icônes de la musique togolaise des années 70 et 80. De Bella Bellow à Afia Mala, de Kodjo Djanka à Ouyi Tassane, Ita Jourias, ou

encore Dama Damawouzan, Foganne + Kessi promettent un voyage musical fort en émotions aux mélomanes ! Pour des raisons sanitaires, le concert est limité à 60 places en présentiel. Il sera également diffusé en direct sur la chaîne de télé TLS Africa et les pages Facebook de l'IFT et de ses partenaires. Avec le soutien de la Fédération Togolaise de Musique, Woodin & UNIWAX S.A., One Radio Togo & TLS.

**Togo****L'ARCEP sensibilise les consommateurs sur sa mission**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP-Togo encourage l'implication des consommateurs dans sa mission de régulation. Elle lance une tournée de sensibilisation et d'information des associations de consommateurs sur la communication électronique et mobiles au Togo. Sept grandes villes du pays accueilleront des équipes du régulateur du 9 au 18 septembre.

La première étape de ce périple de sensibilisation a démarré ce 9 septembre à Lomé. Des membres actifs de trois associations de consommateurs participent à la rencontre ouverte par Hervé Pana, Conseiller en Communication de l'ARCEP, représentant le Directeur Général de l'institution. Occasion pour lui de planter le décor de cette démarche qui consiste à « amener les consommateurs à mieux comprendre les missions de l'Autorité de régulation et les actions initiées

au profit des consommateurs finals ». L'Association Togolaise des consommateurs (ATC), la Ligue des consommateurs du Togo (LCT) et le Mouvement Martin Luther King (MMLK); les organisations associées à cette rencontre auront pour mission de vulgariser à leur tour les informations reçues du régulateur. Pour Kadiri Ouro-Agoro, Directeur des affaires juridiques et de la protection des consommateurs : « il s'agit de familiariser ces associations avec des thématiques du secteur des com-

munications électroniques ». Ces associations vont être formées sur les mécanismes de tarification, le contrôle de la qualité des services, la procédure de plainte en cas de désagrément, ajoute le Directeur des affaires juridiques de l'ARCEP. L'ARCEP veut aussi, à travers cette initiative, expliquer au mieux aux consommateurs les décisions prises récemment en ce qui concerne l'encadrement tarifaire, l'identification des abonnés, la limitation des cartes SIM par personne.

Des associations déjà mobilisées

Côté consommateurs, les associations marquent une adhésion aux initiatives prises depuis novembre 2020 par le régulateur. Emmanuel Sogadji, Président de la LCT reconnaît que « le secteur des communications électroniques est un secteur complexe et sensible qui mérite des informations pointues nécessitant de former les membres des associations dans tout le pays ». Il espère que les actions entreprises

par l'ARCEP amèneront les consommateurs à s'engager davantage pour la défense de leur droit. Pour la LCT, « il faut que l'ARCEP reste dans cette ligne ». Dunya Fredy, chargé de communication de la LCT estime que les associations de consommateurs « seront la courroie de transmission entre l'ARCEP et la population ». « Les lois existent mais dans la généralité, les togolais ne vont pas à la recherche des lois qui les protègent. Ces formations permettront d'habituer les consommateurs à entre-

prendre des démarches pour avoir gain de cause en cas de désagrément », espère-t-il. Depuis novembre 2020, l'ARCEP a entamé une profonde mutation de la régulation des communications électroniques et mobiles au Togo. L'institution a rappelé, au démarrage de sa tournée de sensibilisation, que l'une de ses principales missions reste « la protection et la défense des droits et intérêts des consommateurs » au Togo.

Avec cio-mag.com

Baromètres Togo**Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



AFRICA CEO FORUM

Shaping the future of Africa

DIGITAL EDITION

du 28 au 30 septembre 2021

Participez à l'événement de référence du secteur privé africain

INSCRIPTION ET PROGRAMME

www.theafricaceoforum.com

CO-HOST



ORGANISATEUR

